

Patrick Gérard rassure et précise les objectifs de "reconstruction de la formation des hauts cadres"

5-7 minutes

Dans un message interne adressé le 17 avril 2019 aux personnels de l'ENA, son directeur Patrick Gérard, indique ne disposer "d'aucune annonce officielle" sur une éventuelle suppression de l'école, suppression qui devait être annoncée par Emmanuel Macron dans son allocution télévisée du 15 avril, reportée. Face aux inquiétudes manifestées en interne, Patrick Gérard tient à "apporter des précisions". "L'objectif politique recherché est de reconstruire la formation des hauts cadres de l'État", indique-t-il, énumérant plusieurs axes selon lesquels "l'ENA est appelée à faire sa mue".



L'ENA, à Strasbourg © ENA

La perspective, pour l'heure non confirmée par le gouvernement, d'une suppression de l'ENA dans le cadre d'une réforme de la formation des cadres supérieurs de l'État, voire des trois fonctions publiques, a créé un électrochoc. En effet, les fuites de la presse sur l'allocution télévisée qu'Emmanuel Macron aurait dû assurer le 15 avril (reportée *sine die* en raison de l'incendie de la cathédrale Notre-Dame-de-Paris), attisent les débats entre défenseurs et

pourfendeurs de la prestigieuse école.

D'autant que depuis, aucune information supplémentaire n'a filtré. Même les hauts fonctionnaires les mieux placés restent dans l'expectative, regrettant de ne toujours pas savoir, selon l'un d'eux, ce qui a été précisément décidé, entre une suppression pure et simple, l'institution d'une "école des cadres de la nation" ou une sorte d' "école de guerre".

"École de guerre"



Patrick Gérard, directeur de l'ENA.

| *ENA*

"École de guerre", c'est justement l'expression reprise par le directeur de l'ENA, Patrick Gérard, dans un mail adressé le 17 avril aux personnels de l'école. Face aux inquiétudes exprimées au sein de l'école, il souhaite leur "apporter des précisions" tout en rappelant ne disposer "à cette heure-ci" "d'aucune annonce officielle".

Il précise néanmoins que "l'objectif politique recherché est de reconstruire la formation des hauts cadres de l'État" selon plusieurs orientations :

- "En diversifiant les modes d'accès aux carrières de la haute

fonction publique pour les ouvrir davantage aux étudiants de milieu modeste ;

- en proposant à tous ces futurs cadres, quelle que soit leur carrière future, une culture commune avant de suivre une formation spécifique ;
- en intégrant à ces formations les contractuels qui pourront être recrutés sur des emplois de direction ;
- en prévoyant pour les personnes appelées à exercer des responsabilités importantes par la suite une formation continue solide sous forme d' "école de guerre", une référence qui n'est pas choisie au hasard (1).

"C'est sur ces objectifs que l'ENA est appelée à faire une mue", sachant que "les décisions à prendre supposent une période de préparation et d'organisation importante", précise-t-il.

Quels contours pour la future structure ?

L'idée serait donc bien de regrouper plusieurs écoles au sein d'une nouvelle "école des cadres de l'État" voire plus largement d'une "école des cadres publics" ou "des services publics". Le président de la République a ainsi évoqué dans son discours non prononcé sa volonté de changer "la formation, la sélection, les carrières en supprimant l'ENA et plusieurs autres structures pour en rebâtir l'organisation profonde", sans plus de précisions sur les autres écoles concernées : l'ENM ? Les Mines ? Polytechnique ? Les Ponts ?

Cette réforme pourrait avoir comme second effet d'en finir avec la prédominance des grands corps dans certaines administrations, tout aussi critiquée que l'ENA depuis de nombreuses années.

L'ENA se défend sur la diversité

Sans commenter son éventuelle suppression, l'ENA s'est défendue via Twitter le 17 avril sur le thème de la diversité, dont sa faiblesse lui est régulièrement reprochée. "Dans la promotion actuelle, 26 % d'élèves boursiers de l'enseignement sup. 14 % d'élèves petits-enfants d'ouvrier ; 9 % petits-enfants d'agriculteur ; 12 % petits-enfants d'artisan ou commerçant ; 12 % petits-enfants d'employé ; 56 % d'élèves ont fait leurs études secondaires en région", a ainsi plaidé l'École dans un tweet de son compte officiel.

Selon le rapport d'activité 2018 de l'école, depuis la création en 2009 de sa classe préparatoire intégrée, la CP'ENA (dont les effectifs sont passés de 15 à 20 élèves), "deux tiers des étudiants ont réussi un concours A ou A + de la fonction publique", tous versants inclus (2). Mais seule une faible proportion réussit chaque année à intégrer l'ENA, pointe notamment l'association La Cordée ([lire sur AEF info](#)). De fait, admet le rapport, en 2018, seulement "un préparatoire a été admis à l'ENA".

Pour autant, "ce n'est pas l'école à montrer du doigt", défend notamment Luc Farré, le secrétaire général de l'Unsa Fonction publique, organisation qui a intégré en 2018 l'Union syndicale des administrateurs civils ([lire sur AEF info](#)) et siège au conseil d'administration de l'école. "L'ENA a vu progresser son taux de boursiers et nous est enviée dans le monde entier", poursuit-il, jugeant cette éventuelle mesure un peu "démagogique", puisque, quel que soit le type de formation envisagé, "il faudra bien former la haute administration, les enjeux du service public n'étant pas les mêmes que dans le privé".